

au Canada, sont retournées dans leur pays, de leur propre gré. Beaucoup d'entre eux étaient nés au Canada ou naturalisés canadiens et, par conséquent, avaient droit à des passeports canadiens. Dès leur arrivée en Yougoslavie, plusieurs d'entre eux ont été forcés de remettre leur passeport aux autorités yougoslaves, parce que le gouvernement de ce pays ne reconnaissait pas leur droit à se réclamer d'une autre nationalité, une fois rentrée en Yougoslavie. Mon ministère, par l'entremise de la mission de Belgrade, a continuellement et à maintes reprises demandé au gouvernement yougoslave de retourner tous les passeports canadiens qu'il savait avoir été confisqués par le gouvernement yougoslave. Les renseignements que nous possédons au ministère à ce sujet sont limités, parce que, souvent, les titulaires dont on a saisi les passeports craignaient de se présenter à la mission canadienne pour signaler cette perte. Environ la moitié de ces gens à double nationalité sont retournés en Yougoslavie au moment où Tito s'est séparé de Moscou, ou peu après, et il est très peu probable que les passeports confisqués après cet incident aient été remis aux autorités soviétiques. Comme question de fait, nous savons que plusieurs des personnes qui sont rentrées en Yougoslavie vers la fin de 1948—c'est en juin 1948 que la rupture a eu lieu entre Tito et le Kremlin—ces personnes, dis-je, ont pu conserver leur passeport. Par conséquent, ceux qui ont été saisis étaient d'anciens passeports délivrés avant janvier 1947. Tous ceux-là sont expirés et ne peuvent être renouvelés. Je crois donc pouvoir dire que l'assertion contenue dans les premières lignes de cet article au sujet des 800 passeports canadiens utilisés par les espions, est un peu erronée. Certains chiffres intéresseront peut-être le Comité. Le nombre total des passeports délivrés à ce groupe rentré en Yougoslavie était de 870 et la plus grande partie nous ont été remis maintenant.

M. Low: Au ministère?

Le TÉMOIN: A notre ambassade à Belgrade et par le gouvernement yougoslave pour la plupart. On nous en a remis un peu plus de 600. Nous savons qu'un certain nombre de gens de double nationalité, actuellement en Yougoslavie, ont encore leur passeport; nous savons aussi que le groupe rentré dans ce pays vers la fin de 1948 a pu conserver ses passeports, ce qui réduit considérablement le nombre en question. Nous n'avons rien pour prouver que ces passeports sont entre les mains de certains individus dispersés en Yougoslavie, ou qu'ils ont été confisqués par les autorités yougoslaves.

M. Graydon:

D. Puis-je poser une autre question à ce sujet? La chose s'est-elle produite uniquement en Yougoslavie ou en d'autres pays également?—R. Je n'en connais pas d'autre cas récent. Naturellement, il existe toujours la possibilité qu'un passeport, perdu quelque part à travers le monde, puisse être faussé, parce qu'il arrive naturellement que des gens perdent leur passeport. S'ils sont perdus dans des pays amis, on nous les retourne, la police tâchant de coopérer avec nous. Mais nous ne connaissons aucun cas récent comme ceux que vous avez mentionnés.

D. Les autorités des pays du rideau de fer doivent attacher beaucoup d'importance à ces passeports, car je me rappelle très bien qu'en 1945 ou 1946, je ne sais pas au juste, alors que nous étions dans la zone russe d'Allemagne, nous traversions Helmsted, qui est en quelque sorte un point de contrôle entre la zone britannique et la zone russe. Les autorités nous avertissaient de faire en sorte que personne ne mette la main sur les passeports que nous avions en notre possession. On nous disait de les leur montrer, mais de ne pas les laisser